

# Bulletin UE-Haïti

#8 - avril / juin 2007



## 5.5 millions d'euros pour la formation professionnelle des jeunes entre 15 et 25 ans



Le représentant de la Commission Européenne a signé jeudi 12 avril une convention de contribution portant sur un montant de 5.514.360 Euros (7.2 millions USD) pour un programme de formation professionnelle.

La contribution de l'UE va renforcer un programme réalisé conjointement avec le Ministère de l'Education et de la Formation Professionnelle et la Banque Interaméricaine de Développement (BID).

Ce programme vise à améliorer l'employabilité des jeunes de 15 à 25 ans. Trente mille (30.000) jeunes seront formés dans des secteurs porteurs: électronique, mécanique, construction, réfrigération, électricité, secteur de l'habillement, menuiserie, plomberie.

Les activités s'articuleront autour de trois volets: formations, amélioration de la qualité et gouvernance du secteur. Le programme bénéficiera ainsi au secteur privé, qui a été fortement impliqué dans la conception de l'action et des formations, permettant de contribuer à la relance économique du pays.



La CE investit dans l'éducation en Haïti depuis longtemps, notamment avec son soutien au programme de gouvernance et d'amélioration de la qualité de l'éducation, ainsi qu'avec le financement de cantines scolaires et la réhabilitation de plusieurs écoles.

Dans le cadre du 10ème Fonds Européen de Développement, qui couvre la période 2008-2012, l'éducation reste au coeur de la stratégie de réponse de l'UE notamment par les contributions de l'Espagne et de la France.

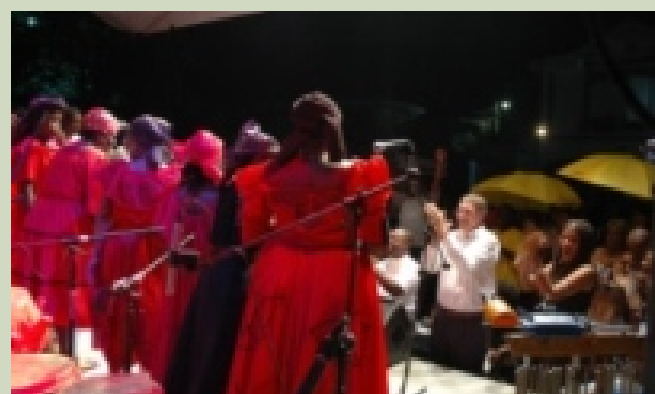
**Lors de la cérémonie de signature, le Chef de la Délégation de la Commission Européenne en Haïti, Ambassadeur Francesco Gosetti a déclaré: « Les jeunes d'Haïti, tout particulièrement ceux qui ont quitté l'école, méritent toute notre attention. Le capital humain est la principale ressource du pays. Ces jeunes représentent l'avenir et nous devons investir sur eux et sur leurs éducateurs pour un développement qui soit vraiment durable ».**

## Festival CulturElles



Avec le soutien financier de la Commission Européenne, le Festival CulturELLE, organisé conjointement par le Ministère de la Condition Féminine et l'Institut Français en Haïti veut «conjuguer la culture au féminin».

Du 14 au 26 avril 2007 des femmes artistes en provenance d'Haïti, de l'Afrique et de l'Europe se sont produites sur scène à Port au Prince et en province dans la deuxième édition d'un festival unique dans son genre.



## Le pont de Cité Siclair réhabilite par le Projet de Microréalisations

Le 27 février 2007, dans le quartier de DELMAS 31 à Port au Prince, le ruban a été coupé pour inaugurer le nouveau pont de la Cité Siclair.

C'est le résultat d'un an de travail par plusieurs acteurs du quartier qui se sont mobilisés pour obtenir le financement du programme de microréalisations de la Commission Européenne (PMR).

Ce projet, qui a coûté 1 140 000 gourdes, a été possible grâce à l'effort de coordination des Petites Sœurs de l'évangile, présentes dans le quartier depuis plusieurs années et déjà partenaire du PMR pour la réhabilitation de l'école primaire «La Fraternité».



Le pont avant et après la réhabilitation

## L'Union Européenne engagée dans le développement du Centre et du Nord d'Haïti

Visite d'une délégation de la Commission Européenne sur l'axe Port au Prince - Hinche Cap Haïtien en vue d'une coopération décentralisée



Visite au chantier de la route PAP-Mirebalais

L'Ambassadeur Francesco Gosetti, Chef de la délégation de la Commission Européenne en Haïti a effectué une mission de cinq jours dans les départements du Centre et du Nord accompagné de ses conseillers techniques. Cette visite lui a permis de parcourir la route nationale 3 jusqu'à Hinche, dont les travaux de réhabilitation, financés par la Commission Européenne, ont démarré en 2006 (32 millions € pour le tronçon PAP- Mirebalais).

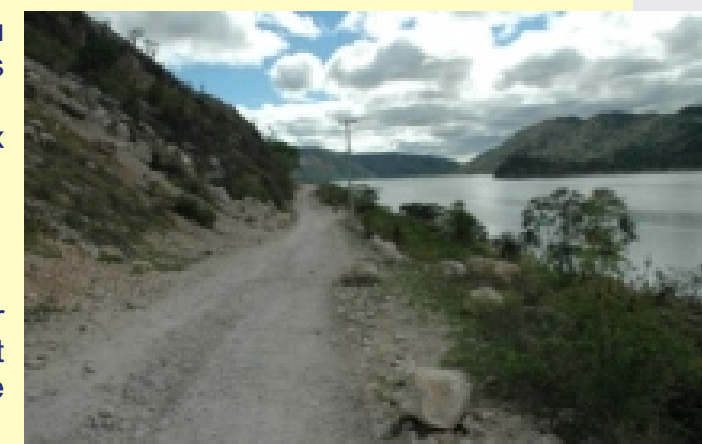
L'Ambassadeur Gosetti a séjourné à Hinche et Mirebalais, où il a souhaité rencontrer les nouvelles autorités locales. Dans le Plateau Central il a aussi eu l'occasion de visiter des projets financés par l'Union Européenne dans le secteur de l'éducation et du développement rural.

Au Cap Haïtien, le chef de délégation a rencontré le nouveau maire élu et les autorités départementales. Il a aussi pu constater l'avancement des travaux sur la route nationale 6 jusqu'à Ouanaminthe, réhabilitée par les fonds européens de développement (41 millions €).

La délégation a ensuite visité le quartier de Fort St. Michel au Cap Haïtien sur lequel OXFAM GB réalise un ambitieux programme d'assainissement et d'adduction d'eau financé par l'Union Européenne (3 millions €).

La mission s'est conclue avec une visite des principales attractions touristiques de la région Capoise: le complexe de Labadie et la Citadelle de Milot.

A la fin de cette tournée que lui a permis de découvrir davantage le pays où il représente la Commission Européenne depuis le mois de novembre, l'Ambassadeur Gosetti a déclaré: « Les potentialités du pays sont importantes, surtout dans certains secteurs tels que l'agriculture ou le tourisme. Cependant les défis restent énormes. La décentralisation du pouvoir vers les provinces est une bonne opportunité de mobiliser tous les acteurs pour un développement qui soit durable, équitable et réparti sur tout le territoire. La Commission Européenne réaffirme son engagement aux côtés des autorités haïtiennes pour accompagner ce processus».



La route nationale #3 côtoyant le lac de Péligre

# ENSEmble

## DEPUIS 1957

Il y a cinquante ans, six pays européens s'unissaient pour donner naissance à une forme unique d'organisation régionale. Leur objectif était de veiller à ce que le continent européen ne soit plus jamais ravagé par la guerre, laissant morts et ruines dans son sillage.

Le projet européen constitue indéniablement un succès phénoménal. Depuis cinquante ans, l'Europe connaît un niveau de paix, de prospérité et de stabilité inégalé. Et c'est donc pourquoi elle s'est employée à pousser cette union encore plus loin. Au fil des années, l'Europe a évolué pour devenir bien plus qu'un simple bloc économique responsable de la coordination de la politique commerciale de ses membres et de la fixation de tarifs communs. Avec les 27 membres qu'elle compte aujourd'hui, l'Union européenne est une organisation politique active dans tous les domaines posant des défis majeurs à la société du XXI<sup>e</sup> siècle.

Pour les autres pays du monde, cela signifie que nous ne sommes plus un simple partenaire commercial. Nous sommes désormais un interlocuteur stratégique dans des domaines aussi variés que le terrorisme international, le changement climatique, le VIH/sida et la résolution des conflits mondiaux les plus anciens.

Lors de nos contacts avec nos partenaires internationaux, nous mettons en avant les valeurs qui, à nos yeux, ont contribué à notre réussite. Notre prospérité est le fruit d'une forme particulière de coopération régionale dont le développement est allé de pair avec un engagement plus affirmé pour la démocratie, les droits de l'homme et l'État de droit. C'est cette expérience, qui est le secret de notre succès, que nous voulons partager.

Bien que l'action de l'Union européenne sur la scène mondiale soit très diversifiée, une politique étrangère commune de l'UE s'est ajoutée depuis peu à nos activités, qui n'ont pas fini de se développer. Nous sommes conscients du fait que nos partenaires ne savent pas toujours très bien comment coopérer avec nous. Mais si nous ne sommes pas le partenaire international le plus lisible, nous sommes certainement l'un des plus influents. Et notre ambition est d'aider encore davantage la communauté internationale ainsi que nos partenaires partout dans le monde.

On oublie souvent que l'Union européenne est déjà le premier donateur mondial en matière d'aide internationale. Nous assurons actuellement 60 % de l'aide officielle mondiale au développement, la Commission donnant à elle seule plus de 7 milliards d'euros par an. Notre but est de lutter contre la pauvreté et d'apporter une aide humanitaire là où elle est nécessaire.

Nous mobilisons également nos ressources pour apporter prospérité et stabilité. L'UE a développé un éventail unique de compétences afin d'aider les pays en phase de transition. Notre savoir-faire est le résultat de l'expérience acquise sur notre continent pour aider les pays du sud de l'Europe et d'Europe centrale et orientale lors du passage à une économie de marché et à une société ouverte. Nous souhaitons à présent que les autres régions du monde bénéficient de ces compétences afin qu'elles jouissent de la même prospérité et de la même stabilité.

L'Union européenne a tissé, dans le monde entier, un réseau dense d'accords formels et dispose de plus de 130 délégations, dont celle en République d'Haïti, son but étant de coopérer sur des questions telles que le commerce, l'énergie, l'environnement, les droits de l'homme et la criminalité organisée internationale. Nous avons à notre disposition un nombre croissant d'instruments de politique étrangère; outre notre politique commerciale et notre politique d'aide, nous sommes en mesure d'apporter une réponse rapide en cas de catastrophes humanitaires et de dépêcher des missions militaires et de police. En affirmant notre rôle dans le monde, notre tâche est d'utiliser ces instruments de manière aussi cohérente et efficace que possible, qu'il s'agisse du Liban, des Balkans occidentaux ou de la République démocratique du Congo.

Nous jouons déjà un rôle important en participant à la recherche d'une solution dans le conflit du Moyen-Orient et en essayant de dénouer la crise internationale liée au programme nucléaire iranien. Nous montrons la voie à suivre dans des domaines tels que le changement climatique et la sécurité énergétique. Toutes ces questions seront au centre des préoccupations internationales au cours des mois et des années à venir.

Nous pensons que le partenariat est le seul moyen d'apporter des réponses à ces questions. C'est pourquoi nous attachons une telle importance à nos relations avec nos partenaires dans le monde, mais c'est aussi pourquoi le multilatéralisme nous tient tellement à cœur. Nous soutenons pleinement les institutions de gouvernance mondiale telles que les Nations unies et l'Organisation mondiale du commerce. Nous voulons œuvrer avec nos partenaires au renforcement de ces organisations et de l'ordre multilatéral à base de règles qu'elles défendent.

L'histoire de l'Union européenne n'est pas terminée. Nos institutions et nos compétences évoluent encore et cela est vrai dans le domaine de la politique étrangère plus qu'ailleurs. Il est d'ores et déjà évident que, pour nos interlocuteurs, nous ne sommes plus seulement le partenaire purement commercial que nous étions autrefois. Ils perçoivent le poids stratégique d'une coopération plus étroite avec nous, tout comme nous percevons le poids stratégique d'une coopération plus étroite avec eux.

De la même manière, les citoyens de l'Union européenne attendent de leurs dirigeants qu'ils placent l'Europe au devant de la scène internationale. Ils veulent que nous améliorions la qualité, non seulement de leur vie et de celle de nos voisins mais aussi de celle de tout un chacun. Tel est donc notre objectif pour les 50 prochaines années: tirer parti des acquis des 50 dernières années notre richesse, notre paix et notre expérience non seulement pour conserver notre niveau de vie mais également pour en faire bénéficier les autres.

Benita Ferrero-Waldner  
Commissaire Européenne chargée des relations extérieures